

Le Burundi soutient le report du sommet de l'EAC au mois de mai

@rib News, 27/04/2017 Source Xinhua Le Burundi "s'accommode bien" à une récente proposition du Kenya sur le report du 18^eme sommet de la Communauté Est-Africaine /East african Community (CAE/EAC) au 20 mai prochain à Dar-Es-Salaam, en Tanzanie, a réagi jeudi à Bujumbura Jean Rigi (photo), secrétaire permanent au ministère burundais à la Présidence chargé des Affaires de l'EAC. A ce jour, l'EAC est composée de six Etats, à savoir le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie qui en ont été fondateurs en 2000, le Burundi et le Rwanda qui l'ont rejoint en 2007, ainsi que le Soudan du Sud dont l'adhésion récente remonte à l'an 2016.

Le 21 avril dernier, le gouvernement kenyan a envoyé au secrétaire général de l'EAC (dont le siège est basé à Nairobi au nord de la Tanzanie), Libérat Bapfumukeko, une correspondance demandant un second report du 18^eme sommet ordinaire de l'EAC à la date du 20 mai. Cette correspondance a servi une copie aux secrétaires permanents des ministères en charge des Affaires de l'EAC dans les cinq autres (Tanzanie, Ouganda, Burundi, Rwanda et Soudan du Sud) pays membres de l'organisation régionale. "Le gouvernement burundais comprend bel et bien la pertinence de la proposition du gouvernement kenyan, portant proposition d'un nouveau report du 18^eme sommet ordinaire de l'EAC particulièrement en cette période où il est en train d'organiser un événement de grande envergure au plan national et d'enjeu majeur, à savoir les élections kenyanes au niveau national", a expliqué M. Rigi. Par ailleurs, M. Rigi a affirmé que comme les élections constituent un enjeu majeur pour tout pays en général et "particulièrement pour un pays frère comme le Kenya, le Burundi ne peut que s'y accommoder comme il l'a toujours fait en pareille circonstance". Auparavant, le 11 avril dernier, le gouvernement kenyan avait invoqué un "agenda chargé" du président Kenyatta pour proposer au secrétariat général de l'EAC, un 1er report de ce sommet au 10 mai prochain alors qu'il était prévu au 10 avril. Le 19 février dernier à Arusha, William Benjamin Mkapa, ancien chef d'Etat tanzanien et co-facilitateur régional du processus externe du dialogue politique interburundais placé sous l'égide de l'EAC, a déclaré dans son mot de clôture à la 3^eme session de ce dialogue organisé du 16 au 18 février à Arusha (nord de la Tanzanie), qu'il allait communiquer au prochain sommet de l'EAC, les "éléments qui font obstruction" à ce processus de paix. M. Mkapa s'est gardé cependant de citer nominativement ces éléments, tout en plaidant pour un consensus politique burundais sur la nécessité, de "ne pas risquer la constitution, jusqu'à ce que la situation soit stabilisée au Burundi".

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});